

[Traduction]

LE PÉTROLE

LA DISCUSSION DE LA POLITIQUE NATIONALE
AVEC LE PREMIER MINISTRE DE L'ALBERTA

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Dirait-il à la Chambre de quelle nature étaient les entretiens qu'il a eus vendredi avec le premier ministre Strom de l'Alberta? Le premier ministre a-t-il pu signaler des progrès dans la modernisation de notre politique nationale du pétrole et, notamment, à quels programmes à frais partagés il songeait vendredi matin lorsqu'il a esquissé la nature de certains intérêts acquis, par rapport aux dépenses fédérales.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous avons parlé de quantité de sujets: le pétrole, le blé, les relations fédérales-provinciales et divers aspects de la constitution.

M. Woolliams: Et le temps qu'il fait.

Le très hon. M. Trudeau: Et le temps. Ces entretiens entre le premier ministre Strom et moi-même étaient nécessairement confidentiels. Il serait donc déplacé d'en révéler la substance.

LE CODE CRIMINEL

LE PARI MUTUEL HORS DES PISTES

M. R. L. Whiting (Halton): Ma question s'adresse au ministre de la Justice. Le gouvernement a-t-il l'intention de modifier le Code criminel afin d'interdire le pari mutuel hors des pistes?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Toute politique à ce sujet sera annoncée, le moment venu, de la façon habituelle.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES EMPLOIS D'ÉTÉ POUR LES ÉTUDIANTS

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Il y a dix jours environ, je demandais au ministre ici à la Chambre s'il avait établi quelque programme d'urgence en vue de fournir des emplois aux étudiants pendant les mois d'été. Le ministre a répondu affirmativement, mais n'a pas donné de détails. Pourrait-il le faire maintenant? Des milliers d'étudiants sont sans emploi à l'heure actuelle.

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Un grand nombre d'étudiants seront à la recherche d'un emploi cet été en raison de l'accroissement très marqué de la population étudiante. J'es-

[M. l'Orateur.]

time cependant que, grâce aux efforts du ministère, d'autres gouvernements et des employeurs privés, la situation s'améliorera sur le marché de la main-d'œuvre et qu'un très grand nombre d'occasions d'emploi s'offriront aux étudiants cet été. Il peut arriver que celles-ci ne soient pas suffisantes. Cependant, tous les députés comprennent, j'en suis persuadé, que la solution du problème exige non seulement l'initiative du gouvernement fédéral, mais aussi l'aide des autres gouvernements et du secteur privé du pays.

Afin de montrer qu'il se préoccupe de la question, le gouvernement a notamment ordonné aux ministères d'engager au moins 10 p. 100 d'étudiants de plus que l'été dernier, proportionnellement à l'accroissement de la population estudiantine. Ce n'est là qu'une des mesures possibles.

M. Nesbitt: Faut-il en conclure que certains projets annoncés à la Chambre par le ministre il y a une dizaine de jours ont été abandonnés?

L'hon. M. MacEachen: Non, monsieur l'Orateur. J'ai répondu que toute cette question ne peut être débattue à l'appel de l'ordre du jour. La semaine dernière j'ai fait une longue déclaration à ce sujet au comité permanent qui étudiait le budget de mon ministère. J'en donnerai volontiers une copie au député.

LA DÉFENSE NATIONALE

L'OTAN—LA POSSIBILITÉ D'UNE CONFÉRENCE
SUR LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE

M. Andrew Brewin (Greenwood): J'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement a-t-il été invité par le gouvernement finlandais à assister à une conférence des pays de l'OTAN et de ceux du pacte de Varsovie, en vue d'étudier la possibilité de remplacer l'alliance militaire actuelle par une entente sur la sécurité européenne?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'ai reçu l'ambassadeur de Finlande il y a quelques jours et il m'a transmis les vues de son gouvernement. Je tiens à bien préciser, toutefois, que le gouvernement de la Finlande n'a pas fait d'invitation. Les représentants finlandais ont pressenti le Canada, les États-Unis et tous les pays européens sur leur attitude à l'égard de la tenue éventuelle dans des conditions appropriées, d'une conférence sur la sécurité européenne. Le gouvernement de la Finlande a donné à entendre que si d'autres pays étaient d'accord, si tous les gouvernements en cause pouvaient y participer, si la conférence était préparée avec soin et si elle avait de bonnes chances de réussir, il serait